

Accord-cadre Contribution à l'ajustement du modèle de « défauts de rail » Grand Paris Express

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

Accord-cadre n° 2026SERV005MLV

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée en application des articles R.2123-1 alinéa 1 du code de la commande publique.

L'accord-cadre prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute par marché subséquent en vertu des articles R2162-7 et R2162-9 du Code de la Commande Publique.

Pouvoir Adjudicateur :

Université Gustave Eiffel,

Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel constitué sous la forme d'un grand établissement,

Dont le siège est Campus Marne-la-Vallée, 5, Boulevard Descartes, Champs-sur-Marne, 77454 Marne-la-Vallée Cedex 2,

Numéro SIRET 13002612300013, code APE 8542Z,

Représentée par son Président, Monsieur Gilles ROUSSEL, par intérim.

Table des matières

ARTICLE 1 PARTIES CONTRACTANTES.....	3
ARTICLE 2 CONTEXTE DE LA PRESTATION	3
ARTICLE 3 OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	3
ARTICLE 4 PRESTATIONS ATTENDUES.....	3
ARTICLE 5 CONDITIONS LIÉES À LA RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 6 FORME DE L'ACCORD-CADRE – DURÉE – DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	4
6.1 FORME	4
6.2 DUREE.....	4
ARTICLE 7 PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 8 : MONTANT ET PRIX DE L'ACCORD-CADRE	5
8.1 – MONTANT.....	5
8.2 – PRIX	5
ARTICLE 9 PÉNALITÉS	6
9.1 PENALITES POUR RETARD	6
9.2 PENALITES EN CAS DE TRAVAIL DISSIMULE	6
9.3 -EXONERATION DE PENALITES	6
ARTICLE 10 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSÉQUENTS	6
ARTICLE 11 PRESTATIONS ATTENDUES DES MARCHES SUBSÉQUENTS	7
ARTICLE 12 CALENDRIER – DÉLAIS D'EXÉCUTION	7
ARTICLE 13 CONDITIONS ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT	8
13.1 PRESENTATION DES FACTURES	8
13.2 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT – INTERETS MORATOIRES.....	8
13.3 AVANCE.....	9
ARTICLE 14 VÉRIFICATION ET ADMISSION	9
ARTICLE 15 RÉSILIATION.....	9
ARTICLE 16 CONFIDENTIALITÉ	9
ARTICLE 17 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	9
ARTICLE 18 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	9
ARTICLE 19 ASSURANCE.....	13
ARTICLE 20 CESSION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES	13
ARTICLE 21 LITIGES	13
ARTICLE 22 DÉROGATIONS AU CCAG FCS.....	14

ARTICLE 1 PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- Université Gustave Eiffel, Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel constitué sous la forme d'un grand établissement, dont le siège est Campus Marne-la-Vallée, 5, Boulevard Descartes, Champs-sur-Marne, 77454 Marne-la-Vallée Cedex 2, Représentée par son Président, Monsieur Gilles ROUSSEL, par intérim
- Le prestataire attributaire du marché, ci-après désigné le Titulaire.

ARTICLE 2 CONTEXTE DE LA PRESTATION

L'Université Gustave Eiffel est sollicitée par la Société du Grand Paris afin de fournir un modèle statistique de dégradation du rail implémenté sous forme de logiciel capable de prévoir l'état du rail, en fonction de paramètres internes (profil et matériau) et externes (matériel roulant, trafic, plan de maintenance, tracé et environnement). L'état du rail est essentiellement représenté, ici, par les paramètres caractérisant les défauts internes, détectables par ultrasons.

Plus précisément, l'Université Gustave Eiffel a pour mission d'adapter un modèle préexistant, développé pour le réseau de métro « fer » de la RATP. En d'autres termes, il s'agit d'accommoder un modèle statistique de dégradation du rail, développé à partir de l'expérience d'un réseau historique à une infrastructure en phase de conception (les nouvelles lignes de métro du Grand Paris) dont les caractéristiques sont plus ou moins éloignées du système initial. Une approche similaire a déjà été menée en 2015 en partant de données de la ligne 7. Pour les marchés subséquents, les données de références seront transmises lors de chaque marché subséquent. Dans chacun de ces cas, l'adaptation du modèle existant exige, l'ajustement de certains paramètres en fonction des caractéristiques techniques propres aux nouvelles lignes.

ARTICLE 3 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation d'une mission d'expertise destinée à accompagner l'ajustement des paramètres de dégradation des lignes de références (obtenues à partir des données de retour d'expérience du réseau RATP) aux lois statistiques projetées de dégradation du rail du futur réseau du Grand Paris Express.

ARTICLE 4 PRESTATIONS ATTENDUES

Ne disposant d'aucune donnée de retour d'expérience sur le Grand Paris Express (GPE), la définition des lois statistiques de temps de séjour dans différents états de dégradation du rail (suivant la codification UIC « X_1 , X_2 , S, Rupture ») devra se faire par adaptation à partir de lignes existantes définies comme référence. Ces lois de Weibull devront être définies pour différents contextes (alignement, courbes de différents rayons).

Pour cela, le prestataire devra proposer une modélisation mécanique de l'évolution des défauts internes du rail pour le contexte réseau référence RATP et GPE, tenant compte des propriétés métallurgique du rail, du type de pose, des efforts mécaniques induits par le matériel roulant, etc.

La comparaison de ces deux modèles devra permettre la définition de paramètres d'ajustement des lois de Weibull décrivant le comportement du rail de la ligne de référence dans ces différents contextes pour obtenir des lois s'appliquant dans le cadre du GPE.

De ce fait, l'équipe en charge de l'exécution de ce marché devra avoir de solides compétences en modélisation mécanique mais également une forte expérience et expertise dans le domaine des infrastructures ferroviaires (constitution, maintenance, interface matériel roulant - rail...).

La description détaillée sera décrite dans chaque marché subséquent.

Les prestations attendues de la ligne 18 sont décrites d'une manière détaillée à l'article 11 du présent document.

ARTICLE 5 CONDITIONS LIÉES À LA RÉALISATION DES PRESTATIONS

Le Titulaire s'engage sur la durée de l'accord-cadre à assurer une pérennité en termes de compétence et de qualification quant à la composition de l'équipe mise en place. Toutefois en cas d'indisponibilité majeure du personnel, le titulaire doit présenter les modifications suivant la procédure définie ci-après.

Si un membre de l'équipe n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'Université Gustave Eiffel représenté par le responsable du projet, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution de l'accord-cadre ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les qualifications à l'Université Gustave Eiffel.

Le remplaçant est considéré comme accepté si l'Université Gustave Eiffel ne le récusé pas dans un délai de 7 jours. Si l'Université Gustave Eiffel récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le responsable du projet.

A défaut de désignation, ou si le remplaçant est récusé dans le délai de 7 jours indiqué ci-dessus, l'accord-cadre est résilié dans les conditions prévues à l'article 15.

ARTICLE 6 FORME DE L'ACCORD-CADRE – DURÉE – DÉLAIS D'EXÉCUTION

6.1 FORME

Le présent accord-cadre est mono attributaire.

Il peut être décliné par marchés subséquents passés selon les modalités définies au présent CCP.

6.2 DUREE

L'accord-cadre est conclu pour une première période d'un (1) an à compter de sa date de notification. Il sera ensuite renouvelable deux (2) fois par période d'un an, et par reconduction tacite, sans que sa durée totale puisse excéder **trois (3) ans**. Le Titulaire ne peut pas refuser cette reconduction.

Le pouvoir adjudicateur pourra s'opposer à cette reconduction par l'envoi, au plus tard trois (3) mois avant l'échéance annuelle, d'un courrier (via la plateforme dématérialisée) de non reconduction.

ARTICLE 7 PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives du présent accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière,
- Le présent cahier des clauses particulières valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le mémoire technique fourni par le Titulaire dans son offre.

Pièce générale :

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels de l'accord-cadre, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

ARTICLE 8 : MONTANT ET PRIX DE L'ACCORD-CADRE

8.1 – MONTANT

Le montant maximum de l'accord-cadre est de 70 000,00 € HT sur toute la durée du marché.

8.2 – PRIX

La monnaie de compte est l'Euro.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro » (« Mo »). Les prix mentionnés dans le BPU de l'accord-cadre sont fermes la première année du marché. Ils sont ensuite révisibles annuellement, en cas de reconduction, à chaque date d'anniversaire du marché par application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_o \left[0.15 + 0.85 \frac{Syn}{Syn_o} \right]$$

Dans laquelle :

P , le Prix ajusté

P_o , le Prix d'origine (avant révision)

Syn = valeur de l'indice Syntec au jour de la révision du prix (dernière valeur connue et publiée sur le site internet du moniteur ou fédération Syntec au jour de l'actualisation du prix)

Syn_o = valeur de l'indice Syntec au mois M_o

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation.

Le Titulaire s'engage à fournir tous les renseignements sur les prix demandés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Clause butoir :

En cas d'augmentation annuelle supérieure à 3 % par rapport aux prix de l'année précédente, L'Université Gustave Eiffel se réserve la possibilité de résilier le présent accord-cadre sans que le titulaire puisse prétendre à aucune indemnité

ARTICLE 9 PÉNALITÉS

9.1 PENALITES POUR RETARD

En cas de non-respect des délais d'exécution mentionnés dans les marchés subséquents et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, le Titulaire s'expose à des pénalités calculées comme suit :

$$P = (V \times R) / 20$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ;

R = nombre de jours de retard.

Les pénalités sont plafonnées à hauteur de 5% du montant annuel HT de l'accord-cadre. En cas de dépassement de ce seuil, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra faire valoir son droit à résiliation, conformément à l'article 15 du présent CCP.

9.2 PENALITES EN CAS DE TRAVAIL DISSIMULE

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, le titulaire encourra des pénalités d'un montant de 10 % du montant du contrat.

Le montant des pénalités ne pourra dépasser celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 dudit code.

9.3 -EXONERATION DE PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, aucune exonération de pénalités ne s'applique dès lors que celles-ci sont mises en place par décision du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 10 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSÉQUENTS

10.1 FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés subséquents peuvent prendre la forme d'un marché subséquent sur la base d'un devis établi par le prestataire ;

10.2 PIECES CONTRACTUELLES DES MARCHES SUBSEQUENTS

- Le marché subséquent signé par les deux parties et l'offre financière du titulaire, émise sur le fondement de l'accord-cadre,
- Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Toute clause, portée dans le tarif ou la documentation quelconque du Titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

10.3 ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Le pouvoir adjudicateur effectue une demande de devis (offre financière et technique) au titulaire sur la base d'un cahier des charges (marché subséquent).

Le devis présenté par le Titulaire doit porter au moins les mentions suivantes :

- La référence de l'accord cadre figurant sur la demande de devis ;
- La date du devis ;
- La référence de la demande de devis ;
- Nom et coordonnées du Titulaire ;
- Description détaillée des prestations proposées ;
- Prix unitaire HT et quantités ;
- Montant de la TVA ;
- Prix TTC.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les Titulaires.

ARTICLE 11 PRESTATIONS ATTENDUES DES MARCHES SUBSÉQUENTS

La description des prestations et les livrables correspondants seront détaillés dans chaque marché subséquent.

En ce qui concerne la ligne 18, il est attendu du titulaire les prestations décrites ci-dessous.

Le marché subséquent de la ligne 18 sera conclu avec le titulaire de l'accord-cadre après la notification de ce dernier.

Ligne 18

Pour la ligne 18, nous mettrons à disposition du titulaire toutes les données descriptives de la ligne GPE ainsi que du métro lignes 2 et 5 : tracé, type de pose, piquetage des soudures aluminothermiques, nuances d'acier, tonnages à l'essieu, vitesses de circulation commerciale, plan de circulation. A la demande du titulaire des données complémentaires pourront être fournies.

Ces données devront permettre au candidat de proposer des modèles mécaniques d'évolution de défauts internes du rail pour les différents contextes (alignement, courbes de rayons de courbure >750m, <750m et <450m, en pleine barre et sur une soudure aluminothermique).

Dans un second temps, ces deux modèles devront être utilisés pour définir des variables d'ajustement permettant de définir les paramètres de forme et d'échelle des lois de Weibull de la ligne 18 (pour tous les contextes explicités précédemment) à partir de ceux des lois de Weibull connues du métro lignes 2 et 5.

Livrables pour la ligne 18

Le titulaire doit fournir dans le cadre des prestations de la ligne 18 un rapport détaillant la méthodologie mise en place pour définir les paramètres de début pour les différents contextes prédéfinis ainsi que les valeurs numériques de ces paramètres.

ARTICLE 12 CALENDRIER – DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le calendrier d'exécution sera mentionné dans chaque marché subséquent.

ARTICLE 13 CONDITIONS ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

13.1 PRESENTATION DES FACTURES

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture, après service fait correspondant à l'exécution des prestations constatées et validées par l'Université.

L'échéancier de paiement sera mentionné dans le marché subséquent y compris les modalités de versement d'une avance le cas échéant.

Les factures, libellées au nom de l'Université Gustave Eiffel, doivent être envoyées sous forme dématérialisées par Chorus pro.

Ci-après les renseignements pour déposer vos factures sur Chorus :

Raison sociale : UNIVERSITÉ GUSTAVE EIFFEL

N° de SIRET : 130 026 123 00013

Code service : SFACTURIER

Numéro de bon de commande Université Gustave Eiffel : l'absence de ce numéro entraîne rejet systématique de la facture sur chorus

Les factures doivent impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique et notamment les renseignements suivants :

- La référence de l'accord-cadre (**ACCORD-CADRE N° 2026SERV005MLV**),
 - la date
 - les nom et adresse du Titulaire,
 - le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire,
 - le numéro du marché subséquent,
 - la désignation des prestations,
 - Prix HT;
 - Montant de la TVA ;
 - Prix TTC ;
 - Numéro de la TVA INTRACOMMUNAUTAIRE ;
 - Numéro de SIRET du Titulaire.

Toute facture non conforme à ces dispositions sera renvoyée au Titulaire. Le délai de paiement débutera à réception d'une facture conforme à terme échu.

Le Titulaire doit prévenir en temps utile par écrit l'administration de tout changement pouvant avoir une incidence sur les paiements (intitulé du compte bancaire...). L'Université ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications internes au Titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

L'ordonnateur des dépenses est le représentant légal de l'Université Gustave Eiffel ou ses représentants dûment habilités par délégation de signature.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de l'Université Gustave Eiffel.

13.2 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT – INTERETS MORATOIRES

Le mode de règlement est le virement administratif. Les sommes dues au Titulaire, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux

d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

13.3 AVANCE

Dans le cadre de l'exécution du marché subséquent le versement de l'avance sera fait conformément au code de la commande publique.

ARTICLE 14 VÉRIFICATION ET ADMISSION

Les opérations de vérification quantitative et qualitative s'effectuent selon les modalités du chapitre V du CCAG/PI, articles 27 à 29.

ARTICLE 15 RÉSILIATION

Les dispositions applicables en matière de résiliation de l'accord-cadre sont celles définies au Chapitre VII (article 38 à 45) du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/PI).

L'université pourra également résilier l'accord-cadre en cours d'exécution sans indemnités, par décision avec date d'effet envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, si le montant des pénalités appliquées dépassait le pourcentage mentionné à l'article 9.1 du présent CCP.

ARTICLE 16 CONFIDENTIALITÉ

Le Titulaire est soumis à une obligation de confidentialité.
Les dispositions de l'article 5 du CCAG/PI sont applicables.

Pour chaque marché subséquent un accord de confidentialité sera signé entre l'Université Gustave Eiffel et le titulaire pour la mise à disposition des données de la RATP et Société des Grands Projets (SGP).

ARTICLE 17 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Le Titulaire peut avoir accès à des données à caractère personnel pour l'exécution des prestations ou lorsqu'il met en œuvre un traitement sur des données à caractère personnel pour le compte de l'Université. Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le Titulaire se conforme aux règles et principes du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 notamment en ses articles 44 et suivants.

ARTICLE 18 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

18.1 Définitions

« Résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du Marché tels que, notamment sans que cette liste soit exhaustive, les livrables, les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété

intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

« Savoir-faire » est un ensemble d'informations pratiques non brevetées, résultant de l'expérience et testées, qui est :

1° Secret, c'est-à-dire qu'il n'est pas généralement connu ou facilement accessible ;

2° Substantiel, c'est-à-dire important et utile pour la production des résultats ; et

3° Identifié, c'est-à-dire décrit d'une façon suffisamment complète pour permettre de vérifier qu'il remplit les conditions de secret et de substantialité.

« Droits de propriété intellectuelle » désignent les droits de propriété industrielle et les droits de propriété littéraire et artistique.

« Droits de propriété littéraire et artistique » désignent les droits d'auteur et les droits voisins du droit d'auteur régis par le code de la propriété intellectuelle ainsi que les droits de même nature reconnus à l'étranger ou en application d'accords, conventions et traités internationaux.

« Titres de propriété industrielle » désignent les titres de propriété industrielle et les demandes de titres régis par le code de la propriété intellectuelle tels que notamment les brevets, les marques, les dessins et modèles, les topographies de semi-conducteurs, les certificats d'utilité, les certificats complémentaires de protection ainsi que les titres ou demandes de titres délivrés à l'étranger ou en application d'accords, conventions et traités internationaux.

La liste des Titres de propriété industrielle afférents aux Résultats est annexée au marché le cas échéant et complétée au fur et à mesure de l'exécution du marché.

« Connaissances Propres » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du Marché, tels que notamment, les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins et modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les noms de domaine, le droit à l'image des biens ou des personnes et qui appartiennent, au jour de la notification du marché, au titulaire du marché, au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence.

Les connaissances Propres sont identifiées dans les documents particuliers du marché (Annexe 3).

« Tiers désignés dans le marché » désignent les personnes désignées dans les documents particuliers du marché qui bénéficient des mêmes droits et qui sont soumises aux mêmes obligations que le pouvoir adjudicateur pour l'utilisation des résultats.

18.2 : Régime des Connaissances Propres

Les dispositions du chapitre 6 « Utilisation des résultats » notamment les articles 33 « Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards » et 34 « Stipulations spécifiques aux connaissances antérieures et connaissances antérieures standards » du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de propriété intellectuelle issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (ci-après « CCAG-PI 2021 ») s'appliquent.

18.3. Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux Résultats
Sous réserve des stipulations de l'article 17.2, le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux Résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales : l'admission des fournitures objet du marché entraîne le

transfert de propriété exclusif de celles-ci à l'Université Gustave Eiffel : le paiement aura valeur de règlement forfaitaire de l'ensemble des fournitures objet du présent marché et pourront être exploitées par l'Université Gustave Eiffel telles quels ou après adaptation.

Le titulaire du marché reste seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenant pour son compte.

18.3.1 Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique.

Les dispositions du chapitre 6 « Utilisation des résultats » (Articles 32 à 35) du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de propriété intellectuelle issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (ci-après « CCAG-PI 2021 ») s'appliquent.

Il est entendu que les Résultats issus de l'accord-cadre sont cédés à titre exclusifs conformément aux dispositions de l'article 35.2.1. 1°, 2° et 3°.

18.3.2. Résultats protégés par un droit de propriété industrielle.

18.3.2.1. Le titulaire du marché informe le pouvoir adjudicateur de tout Résultat qui aurait été identifié comme étant raisonnablement susceptible de faire l'objet d'une protection par un titre de propriété industrielle.

18.3.2.2. Le titulaire du marché autorise le pouvoir adjudicateur à déposer toute demande ou titre de propriété industrielle aux nom et frais du pouvoir adjudicateur. Le titulaire du marché fait toute diligence pour permettre au pouvoir adjudicateur de procéder aux dépôts des titres de propriété industrielle. A ce titre, il communique au pouvoir adjudicateur les informations et autorisations nécessaires pour obtenir les droits de propriété industrielle afférents aux Résultats.

18.3.2.3. Dans l'hypothèse où des titres auraient fait l'objet d'un dépôt, le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur :

- (i) la propriété pleine et entière des titres de propriété industrielle et des demandes de titres afférents aux Résultats qu'il a déposées ;
- (ii) le droit de priorité unioniste éventuellement attaché aux titres de propriété industrielle et aux demandes de titres ;
- (iii) le droit d'intenter toute action pour tout acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme antérieur ou postérieur à la date de signature du marché.

En conséquence, le pouvoir adjudicateur se trouve, à la date de signature du marché, seul subrogé dans tous les droits, actions et privilèges du titulaire du marché sur les Résultats et aura la propriété et la jouissance entière des titres de propriété industrielle et des demandes de titres.

En ce qui concerne les demandes de titres déposés par le titulaire du Marché, ce dernier est tenu, sans limitation de durée, de prendre toutes dispositions et de signer tous documents nécessaires pour s'assurer de l'enregistrement de ces demandes, au nom du pouvoir adjudicateur. Si, dans l'un quelconque des pays couverts par le marché, les demandes de titres ne peuvent être cédées au pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché devra, lors de l'enregistrement desdites demandes de titres, signer tous documents afin qu'elles soient transférées au pouvoir adjudicateur. Les coûts à compter de la date de cession sont à la charge du pouvoir adjudicateur et le cas échéant des tiers désignés dans le Marché.

En ce qui concerne les demandes de titres déposées par le pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché est tenu de signer tous documents nécessaires pour permettre au pouvoir adjudicateur d'effectuer les procédures de dépôts de demandes, au nom du pouvoir adjudicateur. Les coûts y relatifs sont à la charge du pouvoir adjudicateur et le cas échéant des tiers désignés dans le marché.

Le titulaire du Marché s'engage notamment à ce que ses personnels, cités comme inventeurs, donnent toutes les signatures et accomplissent toutes formalités nécessaires au dépôt, à l'obtention, au maintien en vigueur et à la défense des titres portant sur les Résultats.

18.3.3. Résultats relevant d'autres régimes de protection.

18.3.3.1. Le titulaire du marché cède à titre exclusif, définitif et irrévocable au pouvoir adjudicateur le droit d'exploiter les Résultats couverts par le Savoir-Faire ou le secret des affaires.

18.3.3.2. Le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur le droit d'exploiter les bases de données incluses, le cas échéant, dans les Résultats.

18.3.3.3. Le titulaire du marché cède à titre exclusif les noms de domaine qui ont fait l'objet d'un dépôt.

18.3.4 Dispositions communes :

18.3.4.1. De manière générale, le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des Résultats.

18.3.4.2. En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux Résultats.

18.3.4.3. Le pouvoir adjudicateur n'autorise pas la publication des Résultats issus du présent marché. Le titulaire est tenu par la plus stricte confidentialité conformément à l'article 17 du présent marché.

18.3.4.4. Pendant une période de deux ans, le titulaire du marché est tenu de fournir, sur la demande du pouvoir adjudicateur, l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des Résultats.

Le titulaire du marché doit notamment :

- a) Remettre dans un délai maximum de deux mois à partir de la réception de la demande tous dessins, documents, gabarits, et maquettes, nécessaires pour la fabrication des objets, matériels et constructions en cause, ce délai pouvant être prolongé par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire du marché, pour les éléments qui ne peuvent être mis à disposition sans travail complémentaire substantiel ;
- b) Assister par ses conseils techniques et le concours temporaire de son personnel spécialisé, ainsi que par la communication de tous procédés de fabrication et savoir-faire qui seraient nécessaires à l'utilisation des résultats.

Les documents particuliers du marché déterminent les modalités techniques et financières d'exercice de cette assistance.

18.3.5 Garanties.

18.3.5.1. Le titulaire du marché garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature relatifs aux Résultats qui sont cédés aux termes du marché.

Le titulaire du marché garantit :

- qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des demandes de titres et des titres qu'il cède ;
- qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les Connaissances Propres ;
- qu'il n'a concédé sur les Résultats, les titres et les demandes de titres, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers ;
- qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objet de la cession ;
- qu'il indemnise le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'exploitation des Résultats et des connaissances Propres du titulaire du marché conforme aux dispositions des articles 9.2 et 9.3 aurait porté atteinte. Si le pouvoir adjudicateur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, sans faute de sa part, du fait de l'exploitation des Résultats et des Connaissances Propres du titulaire du marché conforme aux

dispositions des articles 9.2 et 9.3, il en informe sans délai le titulaire du marché qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;

- qu'il s'engage, dans ces hypothèses, à apporter au pouvoir adjudicateur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;

- qu'il s'engage, à son choix,

soit : (i) à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché,

soit (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires,

soit (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire du marché prendra à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur serait, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, condamné à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'exploitation des Résultats et des Connaissances Propres du titulaire du marché conforme aux dispositions des articles 9.2 et 9.3, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

18.3.5.2. La responsabilité du titulaire du marché ne sera pas engagée pour toute allégation concernant :

- les Connaissances Propres que le pouvoir adjudicateur a fournies au titulaire du marché pour l'exécution du marché ;

- les éléments incorporés dans les Résultats à la demande expresse du pouvoir adjudicateur ;

- les modifications ou adaptations apportées aux Résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le pouvoir adjudicateur ou à sa demande expresse.

18.3.6 Droits du titulaire du marché :

18.3.6.1. Le titulaire du marché s'engage à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les Résultats cédés.

18.3.6.2. Le titulaire du marché conserve ses droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances Propres incorporées dans les Résultats conformément aux dispositions de l'article 9.2.

Le pouvoir adjudicateur n'autorise pas le titulaire du marché à exploiter de quelque manière que ce soit les Résultats du Marché.

ARTICLE 19 ASSURANCE

Le Titulaire produit une attestation d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle.

ARTICLE 20 CESSION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Les bons de commande pourront faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement dans les conditions fixées par les articles R2191-45 à R2191-47 du Code de la Commande Publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article R2191-59 du Code de la Commande Publique auquel renvoie l'article R.2391-28 du même Code est le responsable du service des marchés de l'université Gustave Eiffel

ARTICLE 21 LITIGES

Dans le cas où un accord amiable ne peut intervenir, le litige, pour lequel le droit français seul est applicable, est porté devant le Tribunal Administratif de Melun.

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle
77 000 MELUN
Tél : +33 1 60 56 66 30/ Fax : +33 1 60 56 66 10

Les tribunaux français sont seuls compétents. Auparavant, un accord à l'amiable entre les parties sera recherché dont les frais d'expertise éventuels seront partagés au prorata de l'arbitrage rendu.

En cas d'action contentieuse ouverte à l'occasion de la conclusion et exécution de l'accord-cadre, celle-ci sera portée devant le Tribunal Administratif de Melun.

Toute autre clause attributive de compétence pouvant figurer sur les documents du Titulaire sera considérée comme nulle.

ARTICLE 22 DÉROGATIONS AU CCAG FCS

Article du CCAG-PI auquel il est dérogé	Article du CCP	NATURE
Art.14	Art. 9.1	Pénalités pour retard
Art.14	Art. 9.3	Exonération de pénalités